



Rouen, le 16 avril 2014

Après la mobilisation interprofessionnelle unitaire du 18 mars, les organisations syndicales **CGT, FO, FSU, UNEF, UNL** et **Solidaires**, appellent les salariés actifs, privés d'emploi et retraités, à faire du **1^{er} mai, une puissante journée d'action revendicative.**

- **Pour l'emploi, les salaires, la protection sociale et les services publics.**
- **Contre le Pacte de Responsabilité et de Solidarité et toutes les politiques d'austérité.**

Loin de prendre en compte les revendications des salariés, des retraités, des jeunes et des privés d'emploi, le nouveau Premier ministre entend appliquer intégralement et plus rapidement encore, les orientations contenues dans le « pacte de responsabilité ».

- **La décision du Président de la République** de faire 50 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques et sociales et d'augmenter le montant des exonérations de cotisations de 10 milliards d'euros, en plus du maintien du crédit d'impôts (CICE) de 20 milliards !
- **L'annonce d'une baisse des cotisations salariales**, soit disant, au nom de la défense du pouvoir d'achat relève de la supercherie. Moins d'argent dans les caisses de la Sécurité Sociale provoquera une nouvelle baisse des prises en charges et des retraites.
- **Les exonérations patronales** qui tarissent le financement des caisses de la Sécurité Sociale, notamment l'exonération de 30 milliards d'euros aux caisses d'allocations familiales.
- **Le projet de redécoupage** des Régions et de la suppression des Départements, sont des menaces pour l'emploi et d'un service public de qualité.
- **La disparition des Conseils des Prud'hommes** diminuerait encore les droits de défense des salariés.

TOUTES CES MESURES RÉCLAMÉES PAR LE MEDEF ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES SONT INACCEPTABLES !

Notre attachement à la Sécurité Sociale de 1945 fondée sur la cotisation sociale, socle du salaire socialisé, qui confère aux travailleurs le droit de propriété sur la Sécurité Sociale est une garantie pour son avenir.

Les revendications portées par le monde du travail sont indissociables du retrait du Pacte de Responsabilité et du Pacte de Solidarité, car d'autres choix s'imposent.

Le 1^{er} mai, manifestons POUR :

- L'augmentation des salaires, des pensions et des allocations de chômage.
- L'arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois.
- Le maintien et le développement des Services Publics de qualité.
- Le maintien du financement de notre protection sociale par le salaire socialisé.
- Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et le maintien des régimes spéciaux.
- Une loi d'amnistie, une loi protégeant les militants syndicaux dans le cadre de leurs mandats dans les conflits sociaux.
- L'abandon du pacte de responsabilité.

Le 1^{er} mai, tous dans la rue !

Pour défendre notre avenir et nos revendications.

Au Havre : 10h30, Maison des Syndicats à FRANKLIN